

Un pavé dans la mare

Le Centre mauritanien d'analyse de politiques (CMAP) a organisé, les 18 et 19 juillet, à l'hôtel Novotel Tfeïla, un atelier qui avait pour thème les "sources de croissance économique en Mauritanie".

Ouvert par le ministre des affaires économiques et du développement, ce forum a attiré un grand nombre de cadres et représentants de toutes les administrations du pays. Objectif: débattre et valider l'étude élaborée par le CMAP à propos des "éléments d'analyse de la croissance économique en Mauritanie". Les débats ont été d'un haut niveau et d'une grande franchise.

Le centre mauritanien d'analyse de politiques a vu le jour en 2002, et a pour mission essentielle d'éclairer le gouvernement, à travers des études

faites uniquement sur des bases scientifiques, sur les différents secteurs du pays.

A ce titre, le centre a pris l'initiative de commander une étude, réalisée entièrement par des experts nationaux, sur les éléments de la croissance économique en Mauritanie. L'atelier qu'il vient d'organiser, en début de semaine, avait pour but d'exposer le travail accompli, de le corriger éventuellement, avant de le publier dans sa version définitive.

Soucieuse de donner une consistance à cette entreprise –la première du genre en Mauritanie- l'équipe du CMAP a étudié l'économie du pays pendant la période allant de 1970 à 2002. Elle s'est basée sur les chiffres relatifs à la Mauritanie et qui sont validés par les institutions financières internationales en les comparant aux performances réalisées par les économies de trente

Un pavé dans la mare

Suite de la Une

pays, plus ou moins semblables au nôtre. Les résultats de cette étude seront publiés avant la fin du mois.

Le constat

Dans son introduction, l'étude du CMAP reconnaît que "les réformes macro-économiques, structurelles et sociales" entreprises depuis 1985 ont permis à l'économie du pays de retrouver le chemin de la croissance. Ainsi, sur la période allant de 1992 à 2003, la croissance réelle s'est située en moyenne à 4,4% (contre -0,5% sur la décennie précédente), les équilibres budgétaires et extérieurs ont été rétablis avec une importante accumulation des avoirs intérieurs de l'Etat et des réserves officielles de change qui ont atteint, en fin 2002, plus de 7 mois d'importations. Dans le même ordre d'idées, on note le développement des infrastructures de base, l'augmentation de la contribution du secteur privé et l'amélioration significative des indicateurs sociaux. Le rapport note, par ailleurs, que les finances publiques ont

connu d'importants déficits en 2004. Cette dérive est justifiée par différents facteurs: la forte sécheresse en 2002, la tentative de coup d'état en 2003 et l'invasion acridienne en 2004. Les causes de cette dérive ont été juste effleurées, mais il faut tout de même reconnaître à cette étude le mérite d'avoir évoqué ces points qui ne doivent pas beaucoup plaire au gouvernement. En plus de cela, l'étude du CMAP a passé au crible les différents secteurs de l'économie (état des lieux, atouts, faiblesses) et leur contribution effective ou potentielle dans la croissance, puis l'effet de tout cela sur la lutte contre la pauvreté, un chantier qui préoccupe le gouvernement. A ce sujet, elle conclut à la difficulté d'améliorer la situation du secteur primaire (coûteuse et nécessitant la maîtrise des technologies de pointe) et la possibilité d'améliorer le rendement et l'impact du secteur des pêches à travers la diminution de l'effort de pêche, le développement de la pêche artisanale et la transformation des produits de mer. On évoque égale-

ment l'exploitation du pétrole, des Mines et le développement des services...

L'analyse

La plus importante conclusion de cette étude et la plus significative concerne l'analyse des déterminants de la croissance. En effet, selon ce rapport, le taux moyen de croissance du PIB (produit intérieur brut) par tête en Mauritanie, sur la période 1970- 2002, aurait dû être de 1,34% contre un taux moyen observé de 0,43%. Cette situation défavorable s'explique, selon l'étude, par l'écart entre le taux de change officiel et le taux observé sur le marché noir. Cela a coûté au pays un taux de croissance moyen annuel de 0,42%, soit pratiquement l'équivalent de la croissance observée. Il semble, sur la base de cette estimation, que la Mauritanie était en mesure de doubler son taux de croissance annuel moyen s'il n'y avait pas le marché parallèle. Espérons que les mesures d'assainissement engagées ces derniers temps par la BCM pourront corriger cette situation.

MOUSSA OULD HAMED